

<http://divergences.be/spip.php?article4064>



L'Amérique est désormais une gigantesque expérience de Milgram

- Aujourd'hui - 2025 - mai 2025 - Résistances et analyses, USA -

Date de mise en ligne : mardi 29 avril 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [The Nation](#)

Stanley Milgram n'aurait que trop bien compris ce moment moralement crétin.

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH154/capture_d_ecran_2025-04-22_190300-46054.jpg]

Aux Ides de mars, le samedi 15, un habitant du Maryland a été mis dans un avion et expulsé vers la tristement célèbre prison du Salvador, le CECOT. Kilmar Abrego Garcia faisait partie des centaines de Vénézuéliens et de Salvadoriens envoyés par avion dans cette prison - grâce à un accord sordide entre Donald Trump et l'homme fort du Salvador, le président Nayib Bukele - pour y être astreints à des travaux forcés.

Garcia n'a pas été envoyé au CECOT parce qu'il avait été condamné pour un crime ; une condamnation pénale l'aurait envoyé dans une prison américaine, avec les droits légaux accordés aux prisonniers américains. Il a été mis dans cet avion et expulsé en raison de ses liens présumés avec un gang. En réalité, c'est parce qu'il était un demandeur d'asile salvadorien à une époque où les dirigeants américains, les personnes les plus puissantes de la planète, ont décidé de faire de la vie de ceux qui fuient la pauvreté et la violence un véritable enfer.

Pire encore, les tribunaux de l'immigration avaient déjà estimé que M. Garcia craignait de manière crédible d'être assassiné par les gangs qui avaient pris sa famille pour cible s'il était renvoyé au Salvador. Les tribunaux ont suspendu son expulsion en 2019. L'expulsion de M. Garcia vers le CECOT s'est donc faite au mépris total d'une décision de justice existante.

La semaine dernière, le gouvernement américain a admis que M. Garcia avait été expulsé à la suite d'une "erreur administrative", mais il a ensuite soutenu, de manière peu plausible, que parce qu'il se trouvait désormais en dehors de la juridiction américaine, le gouvernement américain n'avait pas le pouvoir de le renvoyer à sa famille aux États-Unis. La juge Paula Xinis, du tribunal fédéral de district, n'a pas cru à cet argument et a ordonné le retour immédiat de M. Garcia.

Jusqu'à présent, cela n'a pas été le cas. Lundi, le gouvernement américain a gagné quelques jours supplémentaires pour se conformer à l'ordonnance du tribunal, lorsque le président de la Cour suprême, John Roberts, a émis un sursis administratif afin que la Cour suprême puisse disposer de plus de temps pour examiner l'affaire - une décision de mauvais augure étant donné que, le même jour, la Cour suprême a décidé, à une majorité de 6 contre 3, que les services de l'immigration et des douanes pouvaient continuer à expulser les migrants vers le CECOT en invoquant l'odieux argument selon lequel le pays était envahi par des Vénézuéliens affiliés à des gangs et que la loi sur les ennemis étrangers (Alien Enemies Act) pouvait donc être utilisée pour accélérer les expulsions et contourner les obligations en matière de respect des procédures.

Jeudi soir, la Cour suprême a toutefois rendu un arrêt unanime, non signé, indiquant que le gouvernement américain devait "faciliter" le retour de M. Garcia aux États-Unis. Dans le même temps, les juges ont renvoyé l'affaire devant la juridiction inférieure et ont demandé à la juge de "clarifier" sa directive quant à l'action requise du gouvernement. Jeudi soir, cependant, le gouvernement n'avait pas encore indiqué s'il avait l'intention de se conformer à l'arrêt de la Cour Suprême ni comment il comptait le faire.

L'Amérique est désormais une gigantesque expérience de Milgram

"C'est totalement scandaleux", m'a dit Maureen Sweeney, avocate de longue date spécialisée dans l'immigration et directrice du *Chacón Center for Immigrant Justice* à l'université du Maryland. "C'est une violation absolue de toutes les obligations de l'exécutif en vertu de la loi, et un défi complet à la loi en général. Ils [l'administration Trump] adoptent une position qui leur permettrait d'ignorer toutes les limites juridiques du processus d'immigration et leur permettrait d'envoyer des immigrants n'importe où dans le monde. Il s'agit d'une prise de pouvoir sans précédent de la part de l'exécutif. Si les tribunaux n'arrêtent pas cette prise de pouvoir, c'est la crise constitutionnelle à laquelle nous sommes confrontés."

Personne n'a eu à rendre compte de l'"erreur administrative" qui a conduit à la déportation de Garcia vers le travail forcé (que nous pourrions également considérer comme de l'esclavage). En fait, lorsque l'avocat du ministère de la Justice chargé de plaider l'affaire a exprimé sa frustration à propos de ce qui s'était passé, il a été immédiatement mis en congé pour ne pas avoir fait preuve d'assez de loyauté envers les efforts d'expulsion de Trump. Entre-temps, loin de s'excuser pour l'erreur, le vice-président JD Vance a redoublé d'efforts, allant sur *Fox & Friends* pour dénoncer Garcia comme étant un membre de gang condamné (il n'a pas été "condamné" pour un tel acte), pour avoir des infractions au Code de la route non payées, pour ne pas être "exactement le 'père de l'année'", et pour se moquer de ceux qui, aux États-Unis, ont pris la peine de se préoccuper de son sort. En substance, Vance a déclaré que si la procédure était peut-être imparfaite, le résultat final - une déportation vers l'esclavage - était tout à fait justifié.

Au début des années 1960, un psychologue de Yale, Stanley Milgram, a publié les résultats d'une expérience remarquable qu'il avait menée, dans laquelle il avait cherché à comprendre si des Américains ordinaires pouvaient être convaincus d'infliger une douleur à des étrangers - dans les paramètres de l'expérience, des chocs électriques progressifs - simplement parce qu'une personne en position d'autorité leur ordonnait de le faire. Les résultats de Milgram ont été brutaux : il s'est avéré que de nombreux Américains n'étaient pas très différents des bons Allemands de l'époque nazie, en ce sens qu'ils étaient tout à fait capables d'obéir à des ordres manifestement immoraux et souvent remarquablement incapables de résister à ces ordres.

Plus de 60 ans après, l'expérience de Milgram est menée non pas dans un laboratoire, mais sur l'ensemble des États-Unis. Il est clair, et c'est déconcertant, que des fonctionnaires de haut niveau tels que le vice-président JD Vance et le secrétaire d'État Marco Rubio, ainsi que des employés du gouvernement de bas niveau qui tentent simplement de conserver leur emploi à une époque où le DOGE cherche des excuses pour les licencier, sont plus que capables d'exécuter des ordres épouvantables. Dans le monde souterrain fasciste de Trump, il y a un nombre choquant de bons Américains, des gens qui semblent incapables de rejeter des ordres injustes ou de comprendre les implications morales de l'acquiescement à la cruauté organisée.

r